

Rechercher:



Dans les articles



Dans les Flash Info

Sour

Déjà inscrit ?

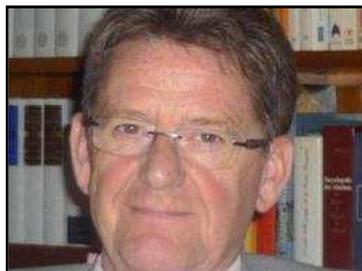
Mot de passe oublié

email

Sou

Article du 14/12/2009 à 17:51

Je suis un gaulliste social



Maire de Villecresnes et viceprésident de la Communauté de communes du Plateau Briard, Daniel Wappler, ancien Directeur des ressources humaines d'un grand groupe industriel français, a le contact facile, mais aussi le parler franc. La tolérance, l'ouverture et la justice sont ses maîtres mots. Envers et contre tout.

Quel regard avez-vous porté sur la campagne des régionales telle qu'elle a été menée en Ile-de-France?

Je l'ai trouvé peu éclairante, limitée aux rares poncifs évoqués par les uns et les autres. Tout cela manquait de profondeur. De plus, nous nous sommes sentis peu concernés. Le Grand Huit ne parle guère aux habitants du plateau briard. Ils auraient préféré qu'on débâte des infrastructures, de la ponctualité et de la qualité des bus. De Villecresnes, on doit d'abord aller à Boissy ou Yerres pour se rendre à Paris. Pour nous, c'est une véritable expédition. Cette campagne n'a donc pas vraiment porté sur nos véritables difficultés et problématiques. Les responsables politiques semblent très éloignés de nos préoccupations.

La déroute de l'UMP vous a-t-elle surpris?

Non. Nous ne les avons pas vus sur le terrain. Si vous voulez être entendus, il faut d'une part un programme cohérent qui réponde aux attentes des électeurs. Et d'autre part, il faut venir l'expliquer à ces derniers. Nous n'avons eu ni l'un, ni l'autre.

Valérie Pécresse a pourtant fait une campagne plutôt active...

Oui, mais sans que des idées claires en émergent. Peu d'habitants seraient capables de dire ce qui aurait changé si elle avait été élue à la tête du Conseil régionale. À Villecresnes, Nicolas Dupont-Aignan a fait 15 % des voix. Certes, nous sommes voisins de Yerres et les habitants le connaissent comme un maire efficace. Mais ses idées sur la question des transports leur ont parlé.

Vous êtes maire d'une commune de grande couronne. Le projet de Christian Blanc et son coût vous semblent-ils répondre aux besoins de l'Ile-de-France?

Franchement, nous ne nous sentons pas concernés. L'idée d'un métro transversal liant des pôles est défendable. Mais quand même, on a beaucoup parlé du Grand Paris et des projets d'architectes. Et tout cela pour aboutir à ce projet qui me paraît très réducteur par rapport aux ambitions précédentes.

Ente zone pavillonnaire et densification quel choix faites-vous?

Notre modèle de développement est de préserver le maximum d'espaces de respiration. Cela étant, nous souhaitons aussi rattraper notre retard en termes de logements. Nous n'avons que 8 % de logements sociaux et j'ai de nombreuses demandes en souffrance auxquelles je ne peux répondre. Nous avons donc identifié des zones sur lesquelles nous pourrions densifier de manière raisonnable, comme le centre ville.

Les terres agricoles ne cessent de diminuer. Ce phénomène est-il palpable sur votre agglomération et quelles en sont les conséquences?

Je n'ai pas l'impression que les terres horticoles et maraîchères se réduisent. Ces secteurs sont quand même très protégés. La question qui préoccupe les agriculteurs réside davantage dans leur envie de réaliser une bonne opération au moment de leur retraite en vendant leurs terrains. Mais la volonté de l'agglomération est d'arriver au maintien de cette activité.

François Fillon a rappelé sa volonté d'accélérer la réforme des collectivités territoriales. Votre avis?

Il y a un besoin de clarifications. Plusieurs strates ne peuvent pas s'occuper des mêmes domaines. Par contre, le devenir des EPCI reste très nébuleux. Je sais que notre agglomération, avec 25000 habitants, n'a pas la bonne échelle. Mais va-t-on nous obliger à rejoindre à marches forcées d'autres grandes agglomérations? Je ne verrai pas ça d'un très bon œil, car nous avons besoin de garanties afin de préserver notre identité. Pour nous, le regroupement souhaité est donc plutôt porteur d'inquiétudes. Dans le Val-de-Marne, nous sommes les seuls urbains. En rejoignant une grande agglomération, nous risquerions d'être noyés dans une logique qui n'est pas la nôtre. Et, même si je ne pèse pas lourd, je serais prêt à abandonner mon poste si on nous faisait entrer de force dans le Grand Paris avec la perte de compétences que cela induirait sur

Actualité Flash info



Tous les flashs

Je donne mon avis

Que vous inspire la vague du PS en région?

- Un renouveau.
 Un vote sanction contre l'actuel gouvernement.
 Le maintien d'acquis sociaux au niveau local.

[Envoyer l'article](#)
[Imprimer](#)

l'urbanisation. Si demain je ne dois plus que m'occuper de l'état civil en laissant à l'aménagement à une instance supérieure, je préfère démissionner.

Vous pensez aux droits qui seraient dévolus à la Société du Grand Paris?

Oui.

Votre commune appartient à une agglo qui regroupe six villes situées sur deux départements. Quels pourraient être vos projets?

Déjà, nous ne voulons pas devenir une zone urbaine densifiée. Cela nous pousserait donc plutôt à élargir notre agglo vers l'Est et la Seine-et-Marne. Mais quelle en serait la pertinence? Nous n'allons ni au théâtre, ni prendre le RER à Brie Comte Robert. Nous avons beaucoup plus de liens avec Yerres. Et chacune des villes de l'agglo a ainsi ses liens privilégiés. Nous sommes donc dans l'expectative.

Quelle est votre position par rapport à Paris métropole?

Nous y adhérons. J'ai besoin d'un lieu où je puisse faire entendre la voix de notre territoire pour trouver une place cohérente dans un ensemble plus vaste. Paris métropole étant un syndicat d'étude et de réflexion communautaire qui traverse les courants politiques, Villecresnes y a sa place.

Pour vous, est-ce la bonne agora pour définir les contours institutionnels d'un Grand Paris?

C'est en tout cas le bon lieu pour entendre les maires. Et ce n'est certainement pas en nommant un secrétaire d'État qui veut tout régenter que nous avancerons

Vous n'appréciez guère les projets de Christian Blanc?

Non, car il n'y a pas de dialogue. Comment comprenez-vous cette volonté de l'État de reprendre la main sur l'aménagement? Quand un patron veut reprendre les choses en main, c'est qu'il estime que cela ne marche pas bien. Je comprends que sur certains sujets le président veuille aller vite, mais je suis du côté de ceux que l'on veut violenter.

Vous avez été DRH de Saint-Gobain. Comment enrayer la baisse de l'emploi industriel?

Par l'innovation et la recherche. Nous n'y investissons pas assez. Il faudrait que l'État ait le courage d'investir davantage, même dans ces temps difficiles. Mais aussi que le secteur privé soit moins soumis aux analystes financiers et à la rentabilité à court terme.

La politique fiscale menée est-elle toujours compatible avec le déficit de nos finances publiques?

Non. Mais mettre en avant uniquement la politique fiscale reviendrait à imaginer une gestion uniquement par les recettes. À Villecresnes, nous n'augmenterons pas les impôts pendant la mandature. À moi ensuite de trouver les économies possibles dans nos dépenses. L'État ne s'applique pas cette rigueur de gestion.

Depuis 3 ans, constatez-vous une dégradation des services publics comme La Poste, l'éducation, la sécurité?

Pas vraiment. Mais si j'étais maire d'un hameau au fin fond de l'Ardèche, je tiendrais peut-être un autre discours.

La réforme de la Justice provoque un tollé. La modification du délai de prescription pour les abus sociaux vous semble-t-elle morale?

Non.

Vous avez été UMP. Le bilan de Sarkozy vous donne-t-il satisfaction?

Pas du tout. Mais je ne suis pas un admirateur du président ni pour ses idées, ni pour sa méthode, ni pour son mode de gouvernance. À l'origine, je suis plutôt un gaulliste social. C'est d'ailleurs pour cela que je peux conduire à Villecresnes une équipe municipale avec des socialistes. Le côté libéral absolu, thatchérien que Nicolas Sarkozy a voulu afficher au début de son mandat ne me convient pas. Pas plus que le côté bling bling. Je n'adhère pas à ses premiers discours ni à ses leitmotivs. Cela me vaudra peut-être des ennuis, mais je pense que la philosophie du président est liberticide.

Pourquoi?

Ce ne sont pas toujours ses réformes qui sont liberticides, même si celle de la Justice l'est avec la suppression du juge d'instruction. Ce qui est le plus liberticide, c'est la vie de tous les jours. Cette manière, par des attitudes et des discours, de pointer un jour une communauté, le lendemain les automobilistes. On encourage ainsi la police à avoir des attitudes un peu légères. Mais il y a aussi la manière de traiter la presse, de gérer l'UMP où les réunions se résument à crier Nicolas! Nicolas! Ce n'est plus possible d'y exprimer une idée. Si vous êtes en désaccord, on vous traite de mal pensant, de traître. C'est surtout la manière dont il gère son environnement qui me fait dire qu'il est liberticide. Avez-vous vu un ministre oser la moindre remarque?

Et François Fillon?

Je l'aimais bien. Maintenant, j'ai une admiration extrêmement limitée. Il s'est éloigné de ses anciennes convictions sociales.

Pourquoi ne vous rapprochez-vous pas de Nicolas Dupont-Aignan?

Je n'ai jamais dit que j'étais loin de lui. Mais je suis un peu revenu des adhésions globales. Et puis, une ville de 10000 habitants n'a pas besoin de bannière politique. Si je change, je perds ma crédibilité. Alors, je picore.

Article rédigé par :

Jean-Pierre Reymond

